



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS

1973 BD DE LA DEFENSE
92000 Nanterre

Références : PRICAE-P4S-2024-91
Code AIOT : 0003202711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS implanté Lieu-dit "Les Tierces" 73500 Villarodin-Bourget. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 sur le site dit de "l'ISDI des Tierces", située sur la commune de VILLARODIN-BOURGET (73 500), actuellement exploitée par le groupement d'entreprise titulaire du Lot CO5, en charge de la gestion de travaux préparatoires au creusement du tunnel.

Le groupement attributaire du lot 11, en charge de la gestion des matériaux d'excavation du creusement du tunnel, va prochainement reprendre l'exploitation de ce site afin de finaliser le remblaiement et procéder à sa remise en état.

Ce site, constitutif des installations concourant aux travaux de percement du tunnel de base du Lyon-Turin, est une installation classée pour la protection de l'environnement, mise progressivement en exploitation depuis le printemps 2023.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de la campagne d'inspection réalisée par les inspecteurs des installations classées de la région Auvergne Rhône-Alpes sur la thématique de la caractérisation et de la traçabilité des déchets inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS
- Lieu-dit "Les Tierces" 73500 Villarodin-Bourget
- Code AIOT : 0003202711
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Tierces est situé en rive gauche de l'Arc et s'inscrit en vis-à-vis de la plateforme dite « du Moulin », sur la commune de Villarodin- Bourget/ Modane, à laquelle il est relié par une bande transporteuse suspendue au-dessus de l'Arc.

Le site des Tierces participe au traitement des matériaux issus des travaux d'excavations du chantier de liaison ferroviaire Lyon-Turin, pour la section réalisée entre la descenderie et Villarodin-Bourget/ Modane jusqu'à la frontière italienne. Il est dédié au stockage des déchets inertes non valorisables. Compte tenu des problèmes logistiques associés à la plateforme du Moulin, qui est exploitée dans un secteur très contraint en termes d'espace, la partie est du site des Tierces accueille également une station de transit des matériaux d'excavation.

Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement pris au bénéfice de TELT le 16 novembre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Document de suivi de la mise en dépôt	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article Annexe 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2.	Sans objet
2	Contrôle des déchets en provenance du site du Moulin	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.1	Sans objet
6	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont exploitées conformément à l'arrêté d'autorisation. La stabilité de la zone de stockage fait l'objet d'une attention particulière. La traçabilité des matériaux réceptionnés est garantie par la tenue des registres.

Il est demandé à l'exploitant de maintenir une attention particulière sur les résultats d'analyse et la gestion des lots réceptionnés, en particulier sur les déchets non issus du site d'excavation (boues de curages, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis
Prescription contrôlée : Article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014 I. Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none">- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;- des déchets non pelletables ;- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;- des déchets radioactifs.
Constats : Les matériaux excavés font l'objet d'une première caractérisation par des géologues visuellement dans le tunnel. Suite à cette reconnaissance, sont définis les tests et analyses qui devront être réalisés. S'ensuivent une pré-caractérisation en souterrain et une caractérisation en laboratoire après concassage sur la plateforme, sur tests de lixiviation (annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014). Les analyses sont effectuées par box de 680 m ³ environ. Les matériaux classés selon 4 catégories : <ul style="list-style-type: none">- CL1 : usage granulat- CL2, CL3a : mise en remblai- et CL3+ : matériaux sulfatés nécessitant d'être encapsulés sur le site de remblai. Une fois qualifiés et triés, ils sont ensuite traités pour être réutilisés (granulats, centrale à béton) ou mis en dépôt définitif selon leurs caractéristiques. Environ la moitié des matériaux excavés sont aujourd'hui réutilisés. Des demandes d'adaptation de normes ont été proposées afin d'augmenter la portion de matériaux utilisables pour la fabrication de béton. Les matériaux acheminés sur l'ISDI des Tierces par convoyeurs sont entreposés par catégories dans des box et font également l'objet d'analyse (tous les 15 000m ³ environ). L'exploitant considère que les matériaux acheminés relevant de l'annexe 1 de l'AM du 12/12/2014 et peuvent donc être stockés en ISDI sans analyse complémentaire. Il a été rappelé lors de l'inspection que les matériaux accueillis doivent d'abord répondre aux critères prescrits à l'article 2 du même arrêté. Les levées de front avec visuel de roche, réalisés après chaque tir, et les carottages réalisés sur le chantier permettent de garantir l'absence de filon d'amiante. De l'anhydrite a été détectée dans quelques zones. Sur le creusement du tunnel, les matériaux n'ont pas présenté de teneur élevée en Arsenic ou en Antimoine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des déchets en provenance du site du Moulin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure déchets transitant par la plateforme « Le moulin »
Prescription contrôlée : Article 2.1 - Aménagement des prescriptions générales Le présent arrêté vaut dérogations à l'application des articles 6, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les limites géographiques et organisationnelle telles qu'elles ont été précisées dans le dossier de demande, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• levée de l'interdiction de déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive et suppression de l'obligation de disposer d'une zone de contrôle des déchets aménagée pour permettre leur contrôle après déversements des bennes qui les transportent, sous condition que l'ensemble des déchets admis aient transités par le site voisin dénommé « site du moulin » et qu'ils aient été triés et contrôlés selon les modalités propres à ce site ;
Constats : Les lots de matériaux sont analysés sur la plateforme avant transport par convoyeur jusqu'au site des Tierces ; site sur lequel les lots sont triés et à nouveau analysés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Document de suivi de la mise en dépôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de traçabilité spécifique déchets TELT
Prescription contrôlée : Article 2.2.3 - document de suivi de la mise en dépôt Les déblais issus du marinage généré par les opérations constitutives des travaux décrit à l'article 1.1 du présent arrêté et destinés à être mis en dépôt dans l'installation relèvent réglementairement du code déchet 17 05 04 « terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse » car ils sont issus du milieu naturel (c'est-à-dire ne provenant pas d'un site contaminé). À ce titre, ils sont dispensés de la procédure d'acceptation préalable prescrite à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, (...) et qui impose la réalisation d'analyses chimiques (test de lixiviation) afin de vérifier la conformité aux valeurs limites des paramètres définis en annexe II de cet arrêté ministériel. Pour autant, afin de préciser les caractéristiques physico-chimiques de ces déchets, des analyses seront réalisées a minima pour chaque lot homogène de 15 000 m ³ de matériaux excavés, ainsi que lors de tout changement de faciès. Les déchets admis feront l'objet d'une procédure de traçabilité spécifique avec la réalisation d'un repérage spatial des mailles au sein du stockage. Ces informations seront tracées dans un registre, appuyé par des éléments cartographiques, qui seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, les registres ont été présentés. L'ensemble des informations y figurent. Des précisions ont cependant été demandées quant à la traçabilité des lots refusés car ne respectant pas les paramètres de l'annexe 2 de l'AM du 12/12/2014 par exemple. Le registre doit permettre d'identifier les causes du refus, leur quantité et l'exutoire vers lesquels les déchets ont été dirigés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adaptera son organisation de suivi et son registre afin que puissent être mieux identifiés et tracés les lots refusés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis en stockage
Prescription contrôlée : Annexe 4 Les déchets admissibles en remblaiement sont : CODE DÉCHET DESCRIPTION RESTRICTIONS 17 01 01 Béton Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés 17 05 04 Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
Constats : Outre les matériaux excavés provenant du chantier, le site réceptionne également des déchets issus des curages des bassins de la station de traitement des eaux (descenderies, chantiers et eaux pluviales). Ces boues sont séchées, pressées et analysées. La grande majorité répondent aux critères du pack ISDI ; en cas de dépassement, des valeurs en hydrocarbure notamment, ces déchets sont évacués en ISDND. Les analyses et bordereaux d'élimination de déchets ont été présentés lors de l'inspection. Les boues issues des bassins de récupération et décantation des eaux de la centrale à béton sont également amenées sur le site des Tierces suite à analyse. Si l'exploitant réalise les analyses nécessaires à la qualification des déchets reçus sur l'installation, hors matériaux excavés, il a été rappelé lors de l'inspection que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/11/2022 ne lui permet actuellement pas de recevoir ces déchets, et notamment les déchets répondant au code 10-13-14 (déchets et boues de béton).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra par "porté à connaissance" une demande de modification de son arrêté préfectoral d'autorisation afin de pouvoir accueillir ce type de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédi-

ments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. (...)

IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II :

1° Les ménages ;

2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m³.

3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m³.

Constats :

Les déchets reçus sur le site des Tierces sont enregistrés au « registre national des terres excavées et sédiments ».

L'exploitant déclare avoir enregistré les données pour les années 2022 et 2023 et effectuer les mensuellement les nouvelles déclarations.

La société exploite actuellement plusieurs sites en tant que producteur ou site de réception de terres excavées. La stratégie de saisie doit donc être rendue cohérente afin de pouvoir assurer une bonne traçabilité des matériaux excavés et pouvoir distinguer les volumes utilisés comme granulats, des volumes évacués, et des volumes stockés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant présentera aux services de l'inspection sa stratégie de suivi des registres électroniques afin de garantir une bonne traçabilité des lots.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance de la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

Article 25

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont

décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

À la demande de l'inspection, le bilan annuel 2023 de surveillance des retombées atmosphériques réalisée autour des plateformes du Moulin, VBM et Tierces a été transmis et n'appelle pas de commentaires. Pour l'année 2023 à l'image des années 2021 et 2022, l'empoussièrement est qualifié de faible en moyenne pour l'ensemble des points de mesure et le seuil annuel de 200 mg/m²/j applicable à la surveillance de la plateforme des Tierces est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite